

LARMES FATALES...



Les réseaux sociaux se sont mobilisés pour dénoncer le coût des fastueuses **cérémonies traditionnelles de présentation des vœux au palais présidentiel**. Des quotidiens ont salué cette initiative citoyenne, des radios privées ont ouvert leur antenne aux auditeurs opposés à l'organisation de ce banquet qui n'a réuni cette année « que » 1700 convives. « **Wake Up Madagascar** » a appelé les Tananariens à manifester en déposant au sol des assiettes vides devant la stèle de déclaration de l'indépendance. Les forces de l'ordre ont mis en garde les contestataires de la cérémonie.

Marc Ravalomanana a plaidé sa cause devant les représentants de l'UA et l'ambassadeur d'Afrique du Sud venus lui rendre visite, réitérant sa revendication de propriété sur le terrain d'Andohatopenaka affecté par le pouvoir à l'accueil du Sommet de la Francophonie du mois de novembre. Devant le représentant de l'UA, l'ancien président a estimé que « *la pauvreté et l'absence de réel État de droit* » sont les principaux problèmes de la Grande île et dénoncé la « *non-application intégrale de la feuille de route* », notamment concernant l'indemnisation des **victimes du « Lundi noir » du 26 janvier 2009**. Il a enfin dénoncé le blocage par le pouvoir du règlement de **sa situation financière et patrimoniale**. Aucun accord n'ayant été trouvé avec l'Etat au sujet des arriérés fiscaux de Tiko, une nouvelle société aurait été créée en vue de redémarrer les activités du groupe. Son créateur s'est rendu en Europe et en Asie en vue de nouer des partenariats.

De passage au pays pour un bref séjour, l'ancien président de la Transition, **Andry Rajoelina**, installé dans l'Est de la France avec sa famille, a laissé entendre qu'il **réintégrera pleinement la scène politique malgache cette année**. Répondant à l'impatience de ses partisans, il déclare que le pays a besoin d'un véritable assainissement. « *Nous allons revenir bientôt pour le faire* », a-t-il soutenu, ajoutant : « *un coup d'Etat n'est pas nécessaire, ce régime très fragile du HVM va tomber tout seul* ».



45 nouveaux généraux ont été nommés en conseil des ministres. Des « *productions annuelles qui ne servent à rien (...) et qui ne sont ni plus ni moins que des provocations* », selon Tribune.

A l'occasion de la grande messe annuelle des églises FJKM, le pasteur **Rasendrasahina**, président sortant, a **lancé un appel au sens moral des dirigeants** en présence des plus hautes autorités de l'Etat. « *Vivre et travailler dans le respect des préceptes de l'Eglise est une manière de regagner la confiance de la population envers l'administration* », déclare le pasteur, qui rappelle que les Eglises tiennent une place majeure dans la société. Elles ont de ce fait, estime-t-il, un rôle

majeur à jouer dans la recherche de solutions pour les maux et blocages dont souffre le pays, notamment en matière de **réconciliation nationale**, et en dépit du principe constitutionnel de laïcité de l'Etat.

Le parti présidentiel HVM est le grand gagnant des sénatoriales du 29 décembre, accaparant 34 sièges des 42 sièges à pourvoir. Un raz de marée pour le parti présidentiel, qui n'existait pas il y a encore deux ans. Nombre de grands électeurs, maires et conseillers, ont voté pour une liste de candidats autre que celle de leur parti et ont rallié massivement le parti au pouvoir, redoutant probablement d'être laissés pour compte dans les projets de développement intéressant leur circonscription. Face aux **très nombreuses irrégularités** qui ont, selon eux, émaillées les sénatoriales, plusieurs partis se sont ligués pour demander l'annulation du scrutin et l'organisation de nouvelles élections. La CENI elle-même a admis que de nombreuses anomalies avaient été constatées, s'engageant à publier son évaluation de l'organisation de la consultation. L'Union nationale malgache pour les droits de l'homme (UNMDH) considère le scrutin de sénatoriales comme « *le plus entaché de corruption de haut niveau depuis l'indépendance* ». La quasi-totalité des requêtes reçues par la HCC tendant à l'annulation des voix et à l'annulation partielle ou totale des opérations électorales ont été rejetées ou déclarées irrecevables. « *Nous avons constaté des signes répétés de reconnaissance des votes. Ce qui est une atteinte au secret du vote* », admet cependant Jean-Eric Rakotoarisoa, président de la HCC. 138 bureaux de vote ont été concernés par des

annulations totales ou partielles des voix, soit un total de 530 suffrages exprimés. « *La HCC publiera ses recommandations et observations comme il est de pratique courante dans les Cours constitutionnelles à travers le monde* », annonce son président.



La Vérité 26/01/16

Les associations et organismes déclarés ou reconnus ont été invités à **proposer des candidats pour les 21 postes de sénateur dont la nomination relève du président de la République**. Près de 400 dossiers ont été déposés.

L'ancien président de la HCC, Honoré Rakotomanana, met en avant le fait que **la victoire écrasante du HVM constitue une sécurité pour le pouvoir**, dépourvu de majorité et malmené par une Assemblée au sein de laquelle des députés frondeurs et versatiles le menacent sans cesse d'une motion de censure ou du vote d'une motion de déchéance. « *Étant donné les résultats des communales et des sénatoriales, les conditions semblent opportunes de convoquer des législatives anticipées* », estiment

des observateurs. **Un remaniement gouvernemental est probable, suite à la désignation des 21 sénateurs relevant du quota présidentiel**, qui pourrait inclure des membres du gouvernement « *remerciés* ».

Deux autres institutions de la IV^{ème} République restent à mettre en place : **la Haute cour de justice et le Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit**. Ce dernier est chargé d'observer le respect de l'éthique du pouvoir, de la démocratie et du respect de l'État de droit, de contrôler la promotion et la protection des droits de l'homme. Le président de la HCC a lancé un appel à manifestation d'intérêt en vue de pourvoir les 9 postes de l'institution.

Des élections provinciales et régionales devraient en principe se tenir cette année. Des consultations qui reposent, comme pour les sénatoriales, sur les grands électeurs issus des élections communales du mois de juillet. Aucune date n'a encore été fixée et le volet financier de l'opération reste à préciser.

Le parti nationaliste Otrikafo et **le mouvement pour la rétrocession par la France des îles Eparses** est parvenu à organiser une manifestation au centre-ville de la capitale, malgré l'interdiction des forces de l'ordre. Quelques dizaines de manifestants se sont rendus devant l'ambassade de France où ils ont été dispersés sans heurts. Une nouvelle manifestation serait en préparation.

Robert Yamate, ambassadeur des Etats-Unis, s'impatiente. Il attend des résultats concrets sur trois dossiers : la lutte contre la corruption et le trafic de bois précieux, ainsi que sur l'adoption du code de la communication, dossier en souffrance depuis de longues années. **Hery Rajaonarimampianina a reçu la secrétaire d'État adjointe en charge des affaires africaines**. A l'ordre du jour : le renforcement de la bonne gouvernance et de la démocratie, la lutte contre la pauvreté, la santé, les questions énergétiques, l'AGOA, la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme. Au centre des discussions également, la lutte contre les trafics de ressources naturelles, la dégradation de l'environnement. Linda Thomas-Greenfield a mis l'accent sur la coopération en matière de sécurité maritime dans la zone du canal du Mozambique, enjeu géostratégique majeur. Cette visite d'un haut responsable américain est la troisième en l'espace de 6 mois, preuve que **les Etats-Unis cherchent à s'imposer dans la Grande île au nom de considérations géostratégiques**, estiment les observateurs.

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA des 30 et le 31 janvier a prévu d'examiner l'évolution de la situation à Madagascar. Dans le cadre de sa préparation, la présidente de la Commission a envoyé un « *Groupe des Sages* » à Antananarivo afin de faire le point sur la consolidation des institutions et le redressement socio-économique de la Grande île. Autres points à l'ordre du jour : l'indemnisation des victimes des crises prévue dans la feuille de route et la mise en œuvre de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) préconisée par une mission d'évaluation conduite en 2014 par la SADC, l'UE, les Nations unies et l'OIF. L'UA aurait affirmé sa volonté d'aider Madagascar dans la lutte contre les dahalo et en faveur de leur réinsertion sociale. Face aux efforts de stabilisation de la situation politique, l'UA aurait exprimé son « *soulagement* ». L'organisation continentale recommande toutefois un renforcement des progrès accomplis, la situation politique ayant encore été qualifiée de « *fragile* » par le « *Groupe des Sages* ».



Madagascar se prépare à accueillir le Sommet du Comesa et de la Francophonie, en novembre. Le financement des opérations et le respect des délais de réalisation des travaux préparatoires suscitent des inquiétudes. La question de la sécurité des hôtes de marque figure également au nombre des préoccupations. Des experts israéliens ont été sollicités. Les milieux nationalistes dénoncent le montant des crédits qui seront affectés à ces manifestations alors que 92 % des Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté et que le Sud subit le « kere » dans l'indifférence générale.

Le doyen du corps diplomatique, le Marocain Mohammed Amar, a lancé ouvertement des remontrances au pouvoir

dans son discours prononcé à l'occasion de la cérémonie des vœux présidentiels. **Les bailleurs ne sont ni la source, ni la solution aux problèmes du pays**, a-t-il affirmé : « *Rêvons pour que la communauté internationale ne soit plus perçue comme responsable de tous les problèmes que traversent Madagascar. Rêvons pour que les termes 'assistance internationale', 'appui au budget' ou 'bailleurs de fonds' ne fassent plus partie du vocabulaire des dirigeants de ce pays* ».

L'ambassadeur de l'UE réclame des engagements réels de l'État en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption. Ces exigences ont été rappelées par l'ambassadeur en présence du chef de l'État, du premier ministre et de membres du gouvernement. À l'instar du doyen du corps diplomatique, l'ambassadeur de l'UE indique que l'État ne devrait pas miser sur les seules aides des bailleurs de fonds. Les bailleurs amorcent le déblocage des financements mais pour l'heure les aides destinées au volet social comme la santé et l'éducation restent principalement gérées par des organisations onusiennes qui agissent directement sur le terrain. « *Il faut changer les mentalités et les mauvaises pratiques pour avancer vers le développement* », admet le président de la République. **L'UE s'est expliquée sur les raisons du « décaissement partiel » de la deuxième tranche de l'aide budgétaire du « contrat d'appui à la consolidation des services de l'État » inclus dans le 11^{ème} FED.** La bonne gouvernance, la saine gestion des finances publiques, la transparence budgétaire, la lutte contre la corruption et la fraude, la sécurité intérieure, notamment dans les zones rurales afin de contribuer à la restauration d'un État de droit, le renforcement de l'État dans ses fonctions régaliennes et dans sa capacité à délivrer les services de base, sont les engagements souscrits dont le respect conditionne pour parti le décaissement des aides, est-il rappelé. L'UE laisse entendre qu'elle n'est pas prête à financer aveuglément le régime, même si elle le soutient toujours au nom de la stabilité politique. L'aide n'est pas gratuite. Des résultats concrets sont attendus.

La nomination des nouveaux ambassadeurs malgaches se fait attendre. Aucune nomination n'a été effectuée depuis le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Les seuls diplomates en poste ont été nommés sous Marc Ravalomanana, il y a une douzaine d'années. Hery Rajaonarimampianina a déclaré qu'il souhaiterait mettre en œuvre une diplomatie à dominante économique mais le vivier actuellement disponible de diplomates ne lui permettrait pas de trouver les profils adéquates, avance-t-on.

Le rapt de deux adolescents à Toamasina dans le milieu des opérateurs en bois de rose, intervenu le 23 novembre, est devenu une affaire d'Etat. La jeune fille kidnappée a été violée, torturée et tuée. Son frère a été libéré. Le tribunal de Toamasina a été dessaisi du dossier au profit de la brigade criminelle. Des magistrats membres du SMM et du CSM ont dénoncé un « *dessaisissement illégal* ». **De forts soupçons pèsent sur le monde judiciaire, les forces de l'ordre et les personnels pénitentiaires.** Le substitut général près de la Cour d'appel de Toamasina a été placé sous mandat de dépôt. Selon certaines sources, **le rapt pourrait impliquer de hautes personnalités compromises dans les trafics de bois précieux.** « *Le kidnapping de Toamasina révèle les malaises entre les corps de métiers concernés par la sécurité et la justice* », titre L'Express. Pour Tribune, « *il reflète la dégradation extrême de notre système judiciaire tant décrié par les citoyens* ». Une enquête est en cours pour tenter de faire la lumière sur l'origine des armes de guerre saisies sur le lieu de détention de l'un des deux adolescents kidnappés. Des précautions exceptionnelles ont été prises pour assurer la garde des personnes placées en détention provisoire.

Lancée en août 2015 dans 11 régions, l'opération « Fahalemana » s'est achevée mi-décembre. Près de 1 300 militaires ont participé à la mission. **Son bilan humain est particulièrement lourd**, avec plus de 170 morts et

80 blessés, selon le rapport officiel. 150 dahalo présumés ont été tués et plus de 12 militaires ont perdu la vie. L'opération a aussi été marquée par **des exécutions sommaires et des exactions commises par l'armée** sur des villageois, dénoncées par la société civile. 2016 devrait voir le retrait progressif des militaires de la sécurisation intérieure, annonce le général Rakotozafy, ministre de la défense. **La réforme en chantier du secteur de la sécurité** (RSS) pourrait être l'occasion de redéfinir les compétences et les attributions de chaque entité (police, gendarmerie et armée). **La gendarmerie présente un bilan 2015 accablant**. Le retour à l'ordre constitutionnel n'a pas ramené la confiance des citoyens dans la justice. Beaucoup ont continué à se faire justice eux-mêmes. Le bilan mentionne 17 cas de **vindictes populaires** ayant causé la mort de 31 personnes. Les dahalo abattus se chiffrent par centaines. La gendarmerie fait état de difficultés rencontrées dans l'exercice de ses missions : enclavement, insuffisance en moyens matériels et humains, problèmes de coordination et de mésentente entre entités chargées d'assurer la sécurisation, collusion de certains agents pénitentiaires avec des malfaiteurs, interventions de personnes haut placées dans le déroulement des enquêtes...

Des ressortissants du Grand Sud se sont mobilisés pour protester contre les exécutions extrajudiciaires commises par les forces de l'ordre et contre les dysfonctionnements de la justice. Ils ont menacé de ne plus se rendre sur les grands marchés qui alimentent la capitale en viande bovine. Plusieurs plaintes pénales ont été déposées en octobre. Le chef d'état-major de l'armée, le général Rasolofonirina, indique que l'enquête menée par la gendarmerie a été clôturée et que le dossier sera transmis à la justice. Il reviendra alors au parquet d'adresser au ministère de la défense la demande d'autorisation de poursuite des militaires mis en cause. Une cérémonie traditionnelle de réconciliation entre l'Etat et les natifs du Sud a été organisée mais la menace de blocage des marchés demeure, en cas de non-respect des engagements pris.

Soixante dahalo ont été fusillés depuis un hélicoptère à Bekirobo Betroka. La bande armée venait d'abattre un gendarme, de dérober un troupeau et de mettre à feu et à sang le village. D'autres localités ont été victimes d'attaques de bandes de dahalo, fortes parfois de plusieurs centaines d'individus. Des vols massifs de bétail revêtent parfois une **composante ethnique**, comme à Ivahona Betroka où des exécutions sommaires ont été signalées. Pour *Madagascar Matin*, « *les attaques de dahalo deviennent une provocation afin de pouvoir massacrer les villages adverses. (...) L'opération 'Fahalemana', avec ses exécutions sommaires, a alimenté la discorde entre les populations locales belligérantes* ». La lutte engagée par la gendarmerie contre la recrudescence des vols de bovidés s'accompagne parfois de demandes de rançons imposées aux populations. **Le président de la République admet que l'autorité de l'État reste mal assurée.** Il mise, entre autres, sur la sécurité pour redresser la situation. « *Notre objectif est de mettre en place l'État de droit et surtout de rétablir l'autorité de l'État qui est encore fragile* ». L'autorité de l'État passe par la sécurité, conditionnée par un maintien de l'ordre efficace et efficient et une justice impartiale, soutient-il. Selon le chef de l'Etat, **la fragilité constatée est causée par « la corruption, le non-respect de la loi et la non-application de la loi ».**

Anniversaire du « Lundi noir » du 26 janvier 2009 : aucune victime indemnisée à ce jour. Pour *L'Express*, nombre de questions sur ces événements restent sans réponse. Qui sont les responsables ? Qui sont les commanditaires ? Pour quelles raisons ? À qui incombe l'obligation d'indemniser les victimes ? Sur ce dernier point, la feuille de route prévoit que c'est à l'État de payer. Mais le pouvoir refuse de se voir imposer les termes d'un texte ayant servi à cadrer la gestion de cette période d'exception qu'était la Transition. Et les membres du Groupe international de soutien à Madagascar rechignent à participer au financement du « *fonds de solidarité nationale* » auquel ils devaient être associés. **Le Conseil de réconciliation Malagasy (FFM), en cours de refonte, devrait être saisi de ce dossier politiquement sensible.** Marc Ravalomanana ne manque pas une occasion d'exiger des réparations pour son groupe Tiko mis à bas par ces événements. Mais chacun sait que la relance de son empire industriel aurait pour effet de **rebooster financièrement un poids lourd de l'arène politique** qui attend de prendre sa revanche et vise ouvertement le prochain scrutin présidentiel. Ce qui fait dire à certain que Madagascar prépare sa prochaine crise politique...

Me Santanavalona Rajaonarison, membre du Collectif des avocats pour la défense de la légalité, fustige **l'impunité dont bénéficient les protagonistes des crises politiques récurrentes.** Pour le défenseur de certaines personnalités traduites en justice durant la période transitoire, « *il est temps de mettre un terme à l'impunité. On ne devrait plus laisser passer les fâcheux événements qui ont mis à mal le pays, sans que les responsables ne soient traduits en justice* ». L'avocat plaide notamment pour **l'ouverture d'une enquête impartiale** pour faire la lumière sur **les responsabilités de Marc Ravalomanana et d'Andry Rajoelina dans le massacre**

du 7 février 2009. Il milite pour la réouverture du dossier concernant Marc Ravalomanana, dont la condamnation par contumace est contestée.



Indice de perception de la corruption 2015 : Madagascar fait du surplace, à un niveau alarmant. La Grande île affiche un score de 28/100, stable depuis 3 ans. Le pays se classe 123ème sur 168 pays étudiés contre 127/177 pays en 2013 et 133/175 pays en 2014.

10 000 nouveaux enseignants non fonctionnaires (ENF/FRAM) seront recrutés par le ministère en 2016. Cette troisième vague de recrutements portera à 30 000 le nombre d'ENF/FRAM recrutés depuis 2014. La réinsertion scolaire est en marche. Paul Rabary, ministre de l'éducation nationale, a fait savoir qu'en 2015 600 000 enfants ont pu réintégrer l'école, alors que l'objectif initial était de

150 000. Des signes encourageants qui ne doivent pas masquer le fait que **l'illettrisme chez les élèves des classes primaires s'est accru depuis la crise de 2009.**

La peste pulmonaire, maladie endémique à Madagascar, a occasionné 63 décès en 5 mois. La déforestation, les feux de brousse, la dégradation de l'environnement et les graves problèmes d'assainissement que connaissent de nombreuses localités des Hautes Terres, notamment la capitale, continuent de faire peser des menaces d'épidémie.

14 millions d'Africains sont menacés par la faim, selon le PAM. Madagascar est parmi les pays les plus touchés, avec le Malawi. Situation jugée alarmante pour 1,9 million d'habitants. La famine frappe 4 districts du Sud, en raison d'une sécheresse persistante. Le ministère de l'éducation nationale recense 172 439 élèves souffrant de la faim dans la région Androy. La dégradation nutritionnelle s'accroît dans le Sud et la situation devient préoccupante.

Le conseil municipal d'Antananarivo a décidé à l'unanimité la levée de la fermeture de la Place de la Démocratie à Ambohitovo à toute manifestation. La levée d'interdiction est néanmoins subordonnée à un accord avec la préfecture de police et à la garantie donnée par les organisateurs de ne pas faire de leur manifestation « *l'objet de conflit ou de confrontation politique* ». De nouvelles manifestations étant annoncées comme imminentes, les forces de l'ordre ont placé préventivement la place sous haute surveillance. Le préfet de police a décidé de saisir le tribunal administratif suite à l'initiative de la commune d'autoriser l'ouverture de la Place. Il estime qu'« *il y a un dessous politique derrière cette décision* ».

La Conférence des évêques catholiques et les exportateurs dénoncent à nouveau la mauvaise gestion des ressources minières : augmentation des exportations illicites, incohérence dans la délivrance des permis miniers et trafics de faux permis, problèmes de ruées vers les nouveaux gisements entraînant une exploitation abusive des ressources. Ils réclament un audit approfondi du secteur. Le manque à gagner dû aux trafics de produits des petites mines aurait été de 10 milliards de dollars en 15 ans.

Le transfert massif de roches malgaches à La Réunion continue de faire débat dans le département d'outre-mer. Un « *Collectif pour Madagascar* » dénonce un pillage des ressources. Les retombées économiques pour Madagascar sont dérisoires, l'étude d'impact environnemental et humain n'a pas été réalisée et des « *ristournes occultes* » auraient été versées aux autorités malgaches pour surmonter les freins à la concrétisation du projet.

Les trafics de bois de rose se poursuivent, malgré les efforts déployés par l'Etat, déplore le chargé de communication de l'ambassade des États-Unis. Le Comité permanent de la CITES, réuni à Genève, n'a pas été convaincu par le dossier présenté par Madagascar en vue du lancement d'un appel d'offre international destiné à commercialiser les stocks de bois précieux saisis. La CITES continue de se poser des questions sur la réelle affectation des fonds qui seraient obtenus de cette vente et redoute que celle-ci incite les trafiquants à relancer les opérations de blanchiment. **L'embargo sur le commerce des bois précieux décrété par la CITES est prolongé et l'Etat devra soumettre un nouveau dossier en septembre 2016.** L'Assemblée nationale, après bien des tergiversations, a adopté la **loi portant création de la « chaîne spéciale de lutte contre le trafic de bois de rose et/ou de bois d'ébène »** mais les défenseurs de l'environnement doutent qu'elle puisse contribuer à rétablir la

bonne gouvernance du secteur, les réseaux maffieux s'étant, semble-t-il, introduits jusque dans les plus hautes sphères du pouvoir, s'il on en juge par les controverses rapportées par les médias.

Le trafic illicite d'holothurie se poursuit, contrôlé par un puissant réseau chinois, malgré les manifestations qui ont mobilisé l'île Ste Marie et la note du gouvernement en date du 5 janvier, qui interdit toute exploitation, pêche, transport, mise en conservation, achat et mise en vente des concombres de mer. *Midi* affirme que le réseau chinois jouit de protections haut placées.

Les occupants des terrains coloniaux pourront finalement accéder à la propriété, annonce le chef de l'Etat. Les terrains de grandes surfaces titrés, abandonnés par leurs propriétaires depuis de nombreuses années, seront transférés à l'Etat. Il les cèdera ensuite aux occupants qui les ont mis en valeur. Les intervenants du foncier craignent que ce transfert à l'État de la propriété des terrains abandonnés ne favorise la corruption.

Antananarivo connaît une grave crise de gestion de ses ordures, envenimée par un bras de fer entre le gouvernement et la municipalité dirigée par Lalao Ravalomanana. Les risques sanitaires ne sont pas à négliger. Autre défi à relever par la nouvelle équipe municipale : **la chasse aux marchands ambulants et informels** qui envahissent tout le centre-ville et provoquent sa paralysie. Les tentatives de rétablissement de l'ordre de sont heurtées à une vive résistance et des affrontements se sont produits avec les agents municipaux. **La réhabilitation des infrastructures routières** de la capitale constitue une autre priorité. La « *Facilité africaine de l'eau* », administrée par la BAD approuve un don de 1,8 million d'euros en faveur de Madagascar pour doter huit villes regroupant 1,6 million d'habitants de plans d'assainissement.

400 des 1 400 employés d'Air Madagascar sont menacés de perdre leur emploi dans le cadre du plan de redressement en préparation et qui est mis en œuvre par le nouveau DG canadien, Gilles Filiatreault, à la réputation de « *tueur de coûts* ». La compagnie, victime de sa mauvaise gestion et de sa présence sur la liste noire européenne, est directement menacée par l'Open Sky qui se met en place tant sur ses lignes internationales que sur son réseau domestique. Sa concurrente privée, Madagasikara Airways, certifié par l'Aviation civile de Madagascar, effectue des vols réguliers domestiques vers les destinations les plus rentables.

L'explosion démographique est appelée à se poursuivre. Selon la dernière projection des Nations unies, d'ici à 2030 la population malgache se sera accrue d'environ 50 % pour atteindre 36 millions d'habitants. Le chef de l'Etat annonce que depuis deux ans le taux de croissance du PIB excède celui de la croissance démographique.

La monnaie nationale continue à se déprécier. Depuis la crise de 2009, l'ariary a perdu 750,64 points face à l'euro pour s'établir en 2015, en moyenne annuelle, à 3255 ariary pour un euro.

L'informel, seul recours contre la crise. Selon l'Instat, la proportion de personnes relevant des activités informelles est passée de 60 % en 2005 à 80 % en 2015.

Le ministère de l'agriculture se fixe comme objectif le développement de la mécanisation agricole. Madagascar fait partie des quatre premiers pays d'Afrique qui vont appliquer dès cette année un programme de transformation de leur agriculture avec l'appui de la BAD et du FIDA, annonce le ministre Roland Ravatomanga.

La Coface a abaissé la note de cinq pays africains, dont Madagascar, qui est rétrogradé de B à C (risque élevé) avec comme motif la chute des cours mondiaux du nickel et du cobalt qui pèse sur le devenir des grands projets miniers.